

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi

1. Intitulé du projet

Procédure concernée (élaboration de PLU ou PLUi, révision de PLU ou PLUi, déclaration de projet impactant un PLU)	Territoire concerné
Révision avec examen conjoint du PLU	CONFRANÇON

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	Sans objet
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	Début 2018

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	Madame le Maire de Confrançon
Courriel	mairie@confrancon.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	CONFRANÇON
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	1 355 habitants
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	(INSEE 2014 en vigueur au 01/01/2017))
Superficie du territoire	1 817 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?
<p><i>Annexe : la délibération engageant la procédure</i></p> <p>La commune de Confrançon souhaite aménager les abords de son cimetière, situé au Nord-Est du centre-bourg, avec la création d'une aire de stationnement. Par ailleurs, la commune anticipe sur un besoin d'extension modérée du cimetière.</p> <p>Le site se trouve en continuité d'une zone urbaine, qui voit actuellement s'achever un projet de logements collectifs. En revanche, le tènement lui-même est classé zone naturelle au PLU. Pour réaliser ce projet d'intérêt général, il est nécessaire de faire évoluer le PLU. En effet, l'aménagement projeté, n'est pas autorisé en zone Naturelle.</p> <p>La présente révision allégée du PLU vise à modifier le zonage en optant pour un classement autorisant la réalisation d'équipements exclusivement.</p> <p><i>Annexe 1 : délibération de lancement de la procédure de Révision avec examen conjoint du PLU de CONFRANÇON</i></p>

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale

Sans objet. Aucune modification n'est pas apportée au PADD

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ? Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

Création d'un nouveau classement spécifique « UE » correspondant à une zone urbaine dédiée à l'accueil d'équipements.

Ce secteur UE nouvellement créé représente une surface totale de près de 7 900 m².

En réalité, la zone naturelle est réduite de 3 450 m² environ (voir dossier de Révision avec examen conjoint ci-annexé).

Annexe 2 : dossier de Révision avec examen conjoint du PLU de CONFRANÇON

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

En raison de la réduction d'une zone naturelle, le projet sera soumis à l'avis de la Commission départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).

Il est prévu une enquête publique, laquelle sera éventuellement conjointe avec la procédure de Modification du PLU menée parallèlement.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?

Non

- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?

Non

- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?

La commune est comprise dans le périmètre du SCOT Bourg Bresse Revermont, approuvé le 14 décembre 2016. Celui-ci intègre les dispositions de la loi Grenelle 2, et s'impose au PLU.

	Sans objet concernant la procédure de Révision avec examen conjoint
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Non
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Le SDAGE Rhône-Méditerranée, entré en vigueur le 21 décembre 2015. Sans objet concernant la procédure de Révision avec examen conjoint

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le PLU approuvé en 2005 n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>La procédure vise à permettre la réalisation d'équipements au sein d'une zone naturelle. Les aménagements projetés (aires de stationnement et cimetière) concernent un secteur restreint d'environ 3 450 m², situé en continuité directe du tissu urbain (centre bourg de Confrançon)</p> <p>Ainsi, la procédure ne remet pas en cause les objectifs de maîtrise de la consommation de l'espace affirmés dans le PLU en vigueur.</p> <p>En l'occurrence, le PADD poursuit l'objectif de « recentrer la population vers le bourg » par une maîtrise de la démographie et un mode de développement urbain équilibré qui préserve les équilibres environnementaux, agricole et paysager de la commune.</p> <p>Le zonage traduit cette volonté, en orientant le développement urbain vers les deux principaux pôles d'habitat de la commune.</p>
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaine partie du territoire : oui/non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	<p>Cette procédure vise à ouvrir à l'urbanisation un secteur actuellement classé en zone naturelle, représentant une superficie totale de près de 7 900 m². La zone naturelle en tant que telle est réduite d'environ 3 450 m² (voir dossier de Révision avec examen conjoint ci-annexé).</p>
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou	

locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ?	<p>Il s'agit d'un secteur spécifique (« UE ») autorisant uniquement la réalisation d'équipements collectifs (les logements par exemple y sont interdits).</p> <p>Ce secteur concerne une parcelle située entre le centre-bourg et le cimetière.</p> <p>L'impact sur les équilibres naturels et sur la richesse environnementale de la commune est donc limité. D'autant que ce secteur de présente pas d'intérêt écologique particulier (milieu ordinaire, non humide)</p>
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		Non	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		Non	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		Non	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type 1 ?		Non	
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		Non	
Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ?	Oui		ZNIEFF de type II : bocage et étangs bressans (lac, réservoir, étang) La procédure n'impact pas ces espaces naturels.

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?		Non	Sans objet, le projet n'ayant pas d'impact sur les espaces naturels sensibles de la

Repérée par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire de Conseil Général...) ? ou identifiée au titre de la convention RAMSAR ?			commune, de par sa situation en continuité du centre-bourg
---	--	--	---

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leur périmètre de protection, éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques),	Oui		Le Château de Loriol et son parc sont inscrits à l'inventaire des monuments historiques
Site classé ou projet de site classé ?		Non	Néant.
Site inscrit ?	Oui		Château de Loriol
Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		Non	Néant.
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		Non	Néant.
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		Non	Néant.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?		Non	Absence de repérage par des documents supérieurs. Mais il existe de nombreux points de vue permettant d'avoir des visions lointaines sur le paysage bressan.

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation		Non	Sans objet.

humaine ?			
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		Non	Sans objet.
Des captages repérés par un SDAGE ?		Non	Sans objet.
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	Oui		La procédure n'a pas impact sur les besoins liés à l'eau potable.
Y a-t-il un risque de conflit entre les différents usages ?		Non	Sans objet.
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		Non	Sans objet.
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	Oui		La procédure n'a pas impact sur les besoins liés à l'assainissement.

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrière ?		Non	Néant.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		Non	Néant.

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels,	Oui		Le secteur visé par la présente procédure n'est pas concerné par la présence de risques.

technologiques, miniers connus ?			La commune de Confrançon est exposée à deux types de risques : - des risques d'inondations de plaine (biefs de Passolars-Corrian et de Montlessard-Cheval Queue) - des risques technologiques liés au transport de matières dangereuses par canalisations de gaz Tous les secteurs soumis à ces deux risques sont inscrits en zone agricole
Plans de prévention des risques (naturels, technologiques, miniers) approuvés ou en cours d'élaboration ?		Non	La commune n'est pas concernée par un PPR.
Nuisances connues (sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	Oui		La commune supporte un trafic routier important, supérieur à 5000 véhicules par jour (A 40 et RN 79)
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	Oui		Le classement sonore des infrastructures reporté sur le plan de zonage du PLU

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		Non	Néant.

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		Non	Néant
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		Non	Néant

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

Le présent formulaire d'examen est accompagné des annexes suivantes :

- **Annexe 1** : Délibération de lancement de la procédure de Révision avec examen conjoint
- **Annexe 2** : Le dossier de Révision avec examen conjoint, comprenant :
 - **2a** : l'Additif au Rapport de Présentation : exposant l'objet de la procédure et détaillant les évolutions apportées au PLU, avec un extrait Règlement
 - **2b** : l'extrait du Zonage du PLU avant et après révision
- **Annexe 3** : Plan de zonage du PLU en vigueur

6. Annexes (*rappel*)

Élaboration ou révision « générale » (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale	Sans objet
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	Oui (Annexe 3)
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	Oui (Annexe 2b)
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123- 13, II, CU) et les déclarations de projet impactant un PLU :	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	Oui (Annexe 2)
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	Oui (Annexe 1)